

Elio Di Rupo

# «Si ce gouvernement tombe, c'est tant mieux»

Un an après l'entrée en fonction de l'exécutif fédéral, l'ex-chef de gouvernement fustige la politique mise en place par son successeur. «C'est le retour de l'instabilité, on fait fuir les investisseurs.» Et «si ce gouvernement tombe, c'est une bonne nouvelle pour les citoyens».

## LES PHRASES CLÉS

«Ce gouvernement fédéral est un gouvernement des effets d'annonce: jusque dans la confection du budget, c'est de la fantaisie complète.»

«Les déclarations de De Wever et Francken sur les réfugiés flirtent avec l'extrême droite, c'était au Premier ministre à les recadrer. C'est son rôle.»

«En Grèce, Tsipras est allé trois fois aux urnes en quelques mois et cela permet maintenant d'avoir de la stabilité. Je trouve cela instructif.»

## INTERVIEW MARTIN BUXANT

**I**l a tombé la veste et ajusté le noeud papillon sur la chemise blanche. Au boulevard de l'Empereur, QG du Parti socialiste, le général Di Rupo décortique la politique mise en place par le gouvernement fédéral depuis une année. Pas de quartiers.

**Un an après la mise en place de ce gouvernement fédéral, quel bilan tirez-vous? Où en est le pays?**

Un mot personnel d'abord: j'ai eu le privilège de conduire le gouvernement fédéral. La Belgique, c'est mon pays, c'est votre pays. Et même si je ne suis pas d'accord avec la politique de ce gouvernement, ce que je désire le plus, c'est que mon pays évolue positivement. Force est de constater que le gouvernement actuel ne crée pas le climat de

confiance nécessaire au développement économique. Plus que cela: c'est un gouvernement qui exacerbe les inégalités et qui oppose les groupes les uns aux autres. C'est un gouvernement qui ne donne pas une vision claire de là où nous allons. Cette instabilité et cette méfiance rendent le pays peu attractif. Ça n'incite pas les investissements, ça n'incite pas les entreprises à venir, ça n'incite pas les citoyens à consommer. Malheureusement, ce gouvernement nous conduit droit vers une situation bien plus pénible et difficile que celle que nous connaissions il y a un an.

**Vous êtes un peu catastrophiste, là...**

Pas du tout! La croissance économique chez nous dépend des exportations et de la consommation intérieure - les revenus des citoyens. Ceux-ci sont attaqués purement et simplement par ce gouvernement. Les citoyens vont voir leurs revenus diminuer, la consommation va baisser, et je m'attends à ce que le Produit intérieur brut de notre pays repasse en dessous du PIB de la zone euro. C'est un gouvernement qui agit à travers des effets d'annonce.

**Ah bon?**

Il y a un décalage entre sa parole et ses actes. Prenez le budget, par exemple. Je qualifie ce budget de fantaisiste. Quand on confectionne un budget, c'est le squelette de la politique d'un gouvernement. C'est extrêmement important. Avec les socialistes, on prenait parfois six semaines pour réaliser un budget, c'était fait à cinq millions près. Ici, c'est inouï: on nous a dit qu'on allait résoudre

le problème des 309% et que ça allait rapporter 30 millions. On se rend compte que ça va en coûter 113. La Cour des comptes elle-même estime que ce projet de budget est dépendant des modalités concrètes ultérieures et qu'elle ne peut même pas quantifier et évaluer le budget correctement!

**Donc, vous dénoncez un manque de sérieux dans la confection budgétaire.**

C'est le moins qu'on puisse dire. C'est du jamais vu. Leur fameux tax shift: en juillet, on nous a dit que tout serait bleu profond, limpide, une évolution copernicenne, on allait voir ce qu'on allait voir... Or que voit-on aujourd'hui? Rien du tout! Rien. Et ce n'est pas moi qui le dit, c'est le président de la commission des Finances Eric Van Rompuy. Qu'on ne dise pas que c'est Di Rupo, c'est la

Cour des comptes, c'est Van Rompuy. Maggie De Block et ses prélèvements sur les sodas, on avait prévu 250 millions en 2020. Que voit-on? Rien du tout. Le sujet est en discussion, dit-elle. Tout cela contribue à renforcer le manque de confiance, et cela fait fuir les investisseurs et mine la confiance des consommateurs. Dans la foulée, on lance d'autres effets d'annonce sur 700 millions d'euros d'économie dans la sécurité sociale, mais personne ne sait rien du tout. On nage en pleine confusion.

**Est-ce, dans le chef de ce gouvernement, un manque d'expertise ou un manque de volonté d'expliquer?**

Je pense que c'est un gouvernement dont l'idéologie est tellement puissante qu'il travaille avec une volonté idéologique sous la coupe de la N-VA. C'est un manque de sérieux à tous les étages, il n'y a pas à sortir de là. Le saut d'index n'est toujours pas corrigé socialement, la correction pour la pension à 67 ans en ce qui concerne les métiers pénibles n'est toujours pas là, il y a une hausse des impôts... Bref, les exemples de mauvaise gestion pleuvent. Et je ne parle même pas des bourdes budgétaires... 700 millions d'erreur avec les Régions, 400 millions d'erreur à l'Office des pensions... En fait, ce gouvernement se moque des gens qui travaillent, c'est même eux qui passent le plus à la caisse: c'est un gouvernement anti-classe moyenne, on l'affaiblit, c'est la grande victime de ce gouvernement avec les pensionnés. C'est un climat indigne d'un pays comme la Belgique qui était redevenue une référence.

**Notre économie est largement tributaire des exportations: ce gouvernement a**

**quand même réduit le handicap salarial.**

Mais c'est le gouvernement précédent, avec les socialistes, qui avait pris les choses en main. En outre, nous avons pris en compte d'autres facteurs comme la R&D, les services, le management, etc. Dire que la compétitivité, c'est uniquement le coût salarial, c'est une simplification outrancière. Les chefs d'entreprise le savent: le problème principal n'est pas le coût salarial, mais l'organisation générale.

**Avez-vous un vrai retour de la part de chefs d'entreprise qui vous disent qu'ils sont inquiets?**

Les entrepreneurs n'aiment pas l'instabilité.

#### **Peut-on dire qu'il y a de l'instabilité?**

Il y a encore une manifestation la semaine prochaine! Le climat social est très mauvais, les syndicats manifestent. L'insatisfaction crée de l'insécurité, c'est tout le contraire de ce que recherchent les entrepreneurs pour créer de la dynamique. J'ajoute que les citoyens ont besoin de stabilité pour consommer.

#### **Comment la crise de l'asile a-t-elle été gérée par ce gouvernement?**

Cette question de l'asile relève totalement du Fédéral, et essayer de se décharger sur le bourgmestre de Bruxelles Yvan Mayeur, par exemple, ce n'est pas sérieux. Ici aussi, ce gouvernement nous avait dit qu'on allait voir ce qu'on allait voir, qu'on allait fermer le robinet de l'immigration et montrer que tout ça c'était terminé... Quelques mois plus tard, on voit une cohorte de gens fuir la guerre et la mort, et bien entendu, cette idéologie de faire croire que dans un monde ouvert on pourrait repousser les migrations est une absurdité totale. Ensuite, dans la gestion, je trouve que le Fédéral aurait dû mettre en place un système pour éviter que des files d'attente se créent dans le parc Maximilien. La situation exceptionnelle aurait imposé d'installer un double guichet permettant aux gens d'avoir un pré-accueil.

#### **Les déclarations de la N-VA vous ont-elles choqué?**

La N-VA, premier parti du pays et du gouvernement, fait des déclarations, via son président et son secrétaire d'État, qui flirte avec l'extrême droite. Je dis simplement: la majorité des citoyens ne peut pas accepter cela. Nous ne pouvons pas accepter d'être gouvernés par des personnes dont le leader tient ce genre de propos. Et là, très clairement, c'est le rôle du Premier ministre de rappeler ces gens à l'ordre. Or je n'ai rien entendu.

#### **Comprenez-vous l'inquiétude d'une partie de la population, la plus pauvre, qui craint que l'arrivée massive de réfugiés ne la prive d'une partie de ses revenus?**

Le rôle du politique, ce qui fait sa grandeur et sa noblesse – ou bien il ne faut pas faire de politique, ou bien on est un politique médiocre –, c'est que dans des situations comme celles-là, il faut être capable d'expliquer et de rassurer. Or les propos tenus par De Wever et par Francken font peur.

On exacerbe la peur et on essaye d'opposer des SDF, des chômeurs au flux de migrants. Je dis: les migrants sont là. On va leur tirer dessus comme en Hongrie, on va les renvoyer à la mer? Non. On est des êtres humains, on les accueille. C'est cela l'humanité. Deux: en aucun cas, cela ne doit réduire ce

qu'on offre aux gens qui sont sans abri ou qui cherchent du travail. Trois: c'est un fils d'immigré économique qui vous le dit, le flux migratoire est un coup de fouet à l'économie de notre pays. Qu'on utilise ces personnes pour créer de la valeur ajoutée et de la dynamique.

#### **Que pensez-vous de Charles Michel comme Premier ministre?**

Sur le plan personnel, j'essaie de garder des relations saines avec tous les démocrates. Je ne formule pas de remarque sur sa personnalité. Mais j'aimerais qu'il soit davantage le vrai Premier ministre, pour nous francophones. C'est compliqué de voir que nous ne sommes représentés que par un parti qui n'a obtenu que 25% des voix des francophones du pays. C'est loin de la moitié... C'est un parti francophone enveloppé par les partis flamands. Et là, c'est l'hôtel de ville d'Anvers qui conduit la danse. Il suffit aux diamantaires de donner un coup de fil au bourgmestre d'Anvers et le gouvernement trouve une solution fiscale pour eux.

#### **Ce gouvernement est plus perméable aux lobbys que vous ne l'étiez?**

J'étais totalement imperméable aux lobbys. Et c'est une autre dimension au sujet de laquelle je m'inquiète: la dimension éthique.

#### **Expliquez.**

Il faut faire en sorte que ce gouvernement de droite dure représente le pays dans son ensemble et de manière appropriée. Les déclarations de De Wever ne permettent pas aux Belges d'être fiers.

#### **Le Parti socialiste pensait voir ce gouvernement tomber au cours de sa première année d'existence.**

Très honnêtement, ce n'est pas exact. Nous avons travaillé pour faire reculer le gouvernement sur certaines mesures, pour qu'il prenne de mesures beaucoup plus équitables, pour qu'il réduise les inégalités. Mais il va sans dire que si, demain, ce gouvernement devait tomber, ce serait une très bonne nouvelle pour les citoyens...

#### **Mais si le gouvernement tombe, ça ajoute de l'instabilité à l'instabilité actuelle que vous dénoncez déjà. C'est paradoxal comme manière de raisonner.**

Mais non. Regardez dans certains pays! Si ce gouvernement tombe, cela rétablirait un rapport de force et un équilibre renforcé. Si la politique devait changer, en quelque mois, il y aurait un retour de la confiance, une confiance comme on en a connu il y a un an encore!

#### **À quels pays faites-vous référence?**

Mais je prends seulement l'exemple de la Grèce...

#### **Au niveau de la stabilité, on a connu mieux comme exemple...**

Ah mais non, je ne suis pas du tout d'accord avec ça. Quand on voit dans quelle situation ils étaient, le fait que le Premier ministre Tsipras réussisse à se faire réélire en ayant éliminé les plus radicaux de son parti, je trouve cela très instructif.

Il a maintenant quatre années devant lui, il a accepté un certain nombre de conditions européennes et c'est maintenant lui qui a son sort en main et qui va négocier, c'est une situation qui était impensable quand il a été élu la première fois, qui était impensable il y a quelque temps encore et ils sont allés aux urnes trois fois quelques mois et ça n'a pas ajouté de l'instabilité, bien au contraire!

# «Dorénavant, toutes les politiques du PS prendront la dimension verte en compte»

**Le rouge du Parti socialiste se colore de vert: vous voulez prendre en compte la dimension environnementale?**

Oui. Le Parti socialiste veut intégrer l'ensemble de la problématique de l'environnement et du développement durable. Dorénavant, l'ensemble de l'écologie fera partie de manière transversale de toutes nos politiques. C'est clair et c'est net. On ne peut plus tergiverser avec ça: le réchauffement climatique est tel que des décisions déterminantes s'imposent. J'ajoute qu'il faut que la Conférence sur le climat de Paris en décembre se conclue par des mesures contraignantes et contrôlables. Avec des objectifs par pays et par région. Enfin, une question se pose: l'économie de marché a-t-elle la capacité de répondre à ces défis? La maximalisation du profit permet-elle de résoudre cette question?

**Et votre réponse est?**

Pour le PS, il faut que la réponse qu'on va apporter aux défis environnementaux soit l'occasion de modifier le paradigme économique. Et c'est là où l'économie partagée, l'économie sociale ont un rôle à jouer par rapport à l'économie libérale qui repose uniquement sur le profit.

**Ce coming out écologique vous emmène hors de votre périmètre traditionnel qui est plutôt l'action sociale.**

La préoccupation sociale a toujours été la préoccupation première du PS, mais il est normal qu'un grand parti populaire travaille en considérant aujourd'hui que la dimension sociale et la dimension écologique vont de pair. C'est une nouvelle dimension de l'attitude générale du Parti socialiste. C'est très important pour moi: le développement durable va être intégré dans toutes nos actions. Ce n'est pas un petit chapitre développement durable à la fin d'un programme.

**Mais l'écologie efficace, ça coûte cher.**

Mais qu'est-ce qui coûte vraiment cher: le coût de l'inaction! Quand on voit les dégâts causés dans le monde entre autres par les multinationales, on se rend compte que ceux-ci reviennent beaucoup plus cher que l'augmentation des prix à la consommation. De plus en plus de personnes sont prêtes à mettre un ou deux euros de plus pour pouvoir acquérir des produits écologiques. Et l'objectif est de faire baisser le prix de ces produits.

**Que vous inspire le scandale Volkswagen?**

Qu'on est dans un monde de la cupidité, de

la maximalisation des profits à outrance et qu'il n'y a aucune limite éthique à cette maximalisation des profits. On a voulu faire croire que l'autorégulation fonctionnerait, que tout naturellement tout serait éthique: on voit aujourd'hui que du monde bancaire à l'industrie automobile, ce n'est pas le cas. Ce scandale jette l'opprobre sur l'ensemble du monde automobile. Moi-même, maintenant, je me demande si ma voiture n'a pas aussi été trafiquée, si elle dégage le nombre de grammes de Co<sub>2</sub> au kilomètre indiqué dans le catalogue. Autre élément: les conséquences sociales. Une crise aussi aiguë aura forcément un impact en termes d'emplois et cela s'annonce dramatique.

**Donc, que fait-on?**

On renforce drastiquement le contrôle des performances écologiques des voitures et ce contrôle doit être exercé par des autorités publiques européennes. Ensuite, à plus long terme, il faut espérer que ce scandale va réveiller les consciences et nous conduire vers un parc automobile plus propre.

**Si on attaque durement Volkswagen, par exemple en justice, il existe un risque que le groupe ferme ses usines.**

Gare à ce genre de chantage. On doit préserver l'emploi mais il faut faire payer à VW les dédommagements qu'il doit payer. C'est très clair. La société doit payer et la transparence doit être faite. Il est normal et logique que certaines régions et États soient dédommagés sans pour autant mettre la marque en faillite.

**Laurette Onkelinx veut supprimer l'avantage fiscal pour les voitures de société: êtes-vous d'accord avec elle?**

**La question est: doit-on maintenir une partie du salaire non soumis à la cotisation sociale? Pourquoi les voitures de sociétés fleurissent-elles de la sorte en Belgique: parce que c'est un moyen de conférer au travailleur une rémunération sans cotisation. L'idéal serait que chaque travailleur puisse bénéficier du même montant net, mais sans être obligé de passer par la case voiture de société: avec ce montant, il ferait ce qu'il voudrait. C'est cela l'idée.**

**Mais donc, il faut mettre un terme à l'avantage fiscal pour les voitures de société ou pas?**

Non, je dis simplement qu'on ne peut concevoir une évolution du système que si et seulement si on le remplace par une rémunération nette des travailleurs.